

**EUROPESE CONVENTIE**

SECRETARIAAT

**Brussel, 17 april 2002 (19.04)**  
**(OR. fr)**

**CONV 34/02**

**CONTRIB 17**

**BEGELEIDENDE NOTA**

---

van: het secretariaat

aan: de Conventie

---

Betreft: Bijdrage van de heer Janusz Trzcinski, plaatsvervangend lid van de Conventie

---

De secretaris-generaal van de Conventie heeft van de heer Janusz Trzcinski, plaatsvervangend lid van de Conventie, de bijdrage ontvangen die in bijlage dezes staat.

---

**Pour une Constitution de l'Union Européenne**

1. Une des questions importantes qui nécessite une réponse de la Convention dans la discussion sur le futur de l'Union Européenne est la question d'une constitution pour l'Union Européenne, également nommée Constitution Européenne.  
La discussion à ce sujet dure déjà depuis un certain temps. Elle a acquis une importance majeure face aux conclusions du Traité de Nice. Pendant les travaux de la Convention, les premières positions officielles dans la discussion à ce sujet sont également apparues. Les représentants du Sénat de la République Française ont présenté leur position (vide: con.12/02, Contrib.1, La Convention Européenne Le Secrétariat). Je pense que cette position est équilibrée et réaliste.
2. Dans les réflexions sur la Constitution de l'Union Européenne en tant que document final qui règle l'organisation, la structure des pouvoirs et le fonctionnement de l'Union Européenne, il faut partir de la réponse à la question clairement formulée – que doit être l'Union Européenne. Doit-elle être un état fédéral ? Ou doit-elle être une fédération d'états ? Doit-elle rester une union d'états, mais organisée, dans une mesure plus importante qu'aujourd'hui, d'une manière structurelle et fonctionnelle ? Les expressions utilisées ici de „fédération”, „confédération” et „union” – en tant qu'expressions existantes, sont très bien connues dans la doctrine et la pratique du droit constitutionnel et international.  
  
Les questions posées ci-dessus vont déterminer d'une manière évidente la réponse à la question sur la forme et le contenu du futur document réglant le fonctionnement de l'Union Européenne.
3. Dans la discussion sur la constitution européenne, il faut tenir compte de l'histoire et de la tradition du constitutionnalisme européen et des réalités sociales. Je veux dire par là que l'expression „constitution” possède, dans la culture juridique européenne, une importance déterminée et l'essai de lui donner une signification autre que la signification traditionnelle, dans la discussion sur le futur de l'Union Européenne, pour l'utilisation de l'expression

„Constitution Européenne”, n’a aucune justification et pourrait conduire, dans la phase de création du document final organisant l’Union, à des incompréhensions inutiles qui pourraient mettre en difficulté la réalisation de l’idée de l’élargissement de l’Union Européenne.

4. Bien qu’il existe une relation mutuelle entre la forme d’organisation de l’Union Européenne élargie et la forme et le contenu du document organisant l’Union Européenne – la priorité doit être donnée à la question de la forme d’organisation de l’Union Européenne. La solution du dilemme: fédération ? Ou confédération ? Ou Union ? Et dans le cadre de cette dernière question: quelle Union, sous quelle forme d’organisation ? – déterminera la réponse à la question sur la forme et le contenu du document final que la Convention a pour mission de préparer. Elle déterminera la réponse à la question si le document final organisant l’Union sera la constitution de l’Union Européenne (constitution européenne) ou tout simplement un *Traité constitutionnel*, car la forme du document final est secondaire face à la conception de l’Union.

En tenant compte des positions actuelles sur l’organisation de la future Union Européenne ainsi que des traditions historiques des états membres et états candidats, de la situation politique actuelle et sociale dans les états (surtout dans les états de l’Europe Centrale et Orientale), il ne faut pas croire que la conception de la fédération ou confédération en tant que forme de la future Union Européenne ait trouvé un grand nombre de partisans. C’est pourquoi je me prononce pour un document qui pourrait s’appeler *Traité constitutionnel*.

5. L’adoption d’une telle appellation du document final serait la conséquence de l’adoption d’une conception déterminée de l’organisation de l’Union Européenne. Sans développer cette question, on peut dire en abrégé que la future Union Européenne, en renforçant ses structures internes, renforcera leurs positions également vis-à-vis des états qui forment l’Union Européenne, mais ne dépassera pas la frontière déterminée pour la confédération des états. Etant donné que dans la pratique actuelle des traités de l’Union Européenne on n’utilisait pas l’expression „Traité constitutionnel”, son utilisation pour la dénomination du document final serait un signe, d’une part, de la continuation de l’état de choses actuel („Traité”), d’autre part, cela serait un signe du changement de la forme d’organisation actuelle de l’Union Européenne, dans le but de créer une cohérence et unification plus importante („constitutionnel”), mais en respectant tout de même la particularité (l’intégralité) des états.

6. Le Traité constitutionnel ainsi compris, conformément aux dispositions adoptés à Nice et à Laeken, stipulant que la réforme de l'Union Européenne prend comme base la protection des droits de la personne humaine et la démocratisation des processus de gestion de l'Union, devrait incorporer dans son texte la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne. Les autres parties du document décriraient l'organisation de l'Union, la structure de ses pouvoirs, la manière de leur nomination et leurs compétences, ainsi que la situation juridique des états membres et le rôle des autorités de ces états dans le processus de décision. La structure interne du document final doit être dans une mesure plus importante plus proche de la structure des traités que de la structure des constitutions nationales. En créant le document final, on pourrait profiter des expériences de l'Union Européenne en matière de traités.
-